

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Pouvoir adjudicateur :
**SORBONNE
UNIVERSITE**

Représenté par :
La Présidente de Sorbonne Université

Siège social :
21, rue de l'Ecole de Médecine
75006 PARIS

Direction des Achats
Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

**18, Rue de la Sorbonne
75005 Paris Cedex 05
Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris
Cedex 05**

Objet de l'accord-cadre :

**PRESTATIONS DE COLLECTE, DE TRANSPORT, D'ELIMINATION DES
DECHETS CHIMIQUES ET DES DECHETS D'ACTIVITE DE SOINS A RISQUES
INFECTIEUX ET ASSIMILES (DASRI) ET FOURNITURE DE CONTENANTS
POUR SORBONNE UNIVERSITE.**

Lots 1 à 5

**Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués
prioritairement via le profil d'acheteur PLACE.**

Table des matières

CONTEXTE	4
ARTICLE 1^{er} : OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	4
1.1 Objet du marché et allotissement	4
1.2 Codes CPV associés	5
1.3 Forme du marché.....	5
1.4 Lieux d'exécution des prestations	5
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 3 : DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4 : MODIFICATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 5 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	8
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	8
6.1 : Représentation des parties	
6.1.1 : Représentation du pouvoir adjudicateur	
6.1.2 : Représentation du titulaire	
6.2 : Cotraitance	
6.3 : Sous-traitance	
6.4 : Obligations du titulaire.....	
6.4.1 : Obligation de résultat	
6.4.2 : Obligation d'information et de conseil	
6.4.3 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	
6.4.4 : Confidentialité et protection des données à caractère personnel	
6.4.5 : Réparation des dommages	
6.4.6 : Comportement du personnel.....	
6.4.7 : Connaissance des lieux et de l'environnement	
6.5 : Obligations du pouvoir adjudicateur	
ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	14
7.1 : Délais d'exécution des prestations	
7.2 : Prolongation du délai d'exécution.....	
7.3 : Bons de commande.....	
7.3.1 : Modification d'un bon de commande.....	
7.3.2 : Suspension d'un bon de commande	
7.3.3 : Interruption d'un bon de commande.....	
7.4 : Conditions particulières d'exécution des prestations.....	
7.4.1. Modalités d'intervention.....	
7.4.2. Qualification des intervenants du titulaire	
7.4.3 : Emballage, transport et livraison pour la fourniture des contenants	
7.5 : Livrables attendus	
7.6 : Le personnel du titulaire	

ARTICLE 8 : NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	18
ARTICLE 9 : REUNION DE LANCEMENT ET DE SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	19
ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
10.1 : Vérifications quantitatives	
10.2 : Vérifications qualitatives	
10.3 : Décisions après vérifications.....	
ARTICLE 11 : GARANTIE	20
ARTICLE 12 : PRIX DU MARCHÉ.....	20
12.1 : Forme, contenu et caractéristiques des prix	
12.2: Révision des prix	
12.2.1 : Modalités de révision des prix	
12.2.2 : Clause butoir et de sauvegarde	
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	24
13.1 : Facturation	
13.2 : Délais de paiement	
13.3 : Avances	
13.4 : Acomptes	
ARTICLE 14 : PENALITES.....	24
ARTICLE 15 - GREVES ET ARRETS DE TRAVAIL.....	25
ARTICLE 16 : DEFAILLANCE DU TITULAIRE	25
ARTICLE 17 : ASSURANCE	25
ARTICLE 18 : RESILIATION	25
ARTICLE 19 : PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	26
ARTICLE 20 : CESSION OU NANTISSEMENT	27
ARTICLE 21 : DIFFERENDS.....	27
ARTICLE 22 : DROIT ET LANGUE.....	27
ARTICLE 23 : DEROGATIONS AUX CCAG/FCS.....	27

CONTEXTE :

Unique par son histoire, Sorbonne Université est une université pluridisciplinaire et de recherche intensive, composée de trois facultés : la faculté de Médecine (FM), la faculté des Lettres (FL), et la faculté des Sciences et d'Ingénierie (FSI).

Elle a pour ambition de réunir ses atouts au sein d'une université de recherche de rang mondial, présentant tout l'éventail disciplinaire des lettres, des arts, des sciences humaines et sociales, des sciences, de l'ingénierie et de la médecine. Dans un contexte universitaire en constante évolution, Sorbonne Université sera ainsi un carrefour de tous les savoirs, capable de répondre aux enjeux intellectuels et scientifiques du 21^{ème} siècle.

Déployant ses formations auprès de 55 600 étudiants dont 4 500 doctorants et 10 200 étudiants étrangers, elle emploie 6 700 enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs et plus de 5 000 personnels, de bibliothèque, administratifs, techniques, sociaux et de santé.

Forte également de 137 unités de recherche, 31 unités de formation et de recherche, 40 départements de formation et 23 écoles doctorales, Sorbonne Université dispose d'un potentiel de premier plan, majoritairement situé dans le Quartier Latin, cœur historique de l'université et de la science à Paris. Elle étend aussi sa présence sur plus de vingt sites en Ile-de-France et en Régions.

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché et allotissement

Le présent marché définit les termes généraux régissant, **l'achat de prestations de collecte, de transport, d'élimination des déchets chimiques, et des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) et la fourniture de contenants pour Sorbonne Université.**

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots.

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique le présent marché est alloué de la façon suivante :

Désignation des lots	Dénomination technique
Lot n°1	Collecte, transport, élimination des déchets chimiques et fourniture de contenants neufs pour les sites franciliens de Sorbonne Université
Lot n°2	Collecte, transport, élimination des déchets chimiques et fourniture de contenants neufs pour l'observatoire océanologique de Villefranche-sur-Mer
Lot n°3	Collecte, transport, élimination des déchets chimiques et fourniture de contenants neufs pour l'observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer
Lot n°4	Collecte, transport, élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) et fourniture de contenants neufs pour les sites franciliens de Sorbonne Université

Lot n°5	Collecte, transport, élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) et fourniture de contenants neufs pour l'observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer
---------	--

1.2 Codes CPV associés

90524000-6	Services relatifs aux déchets médicaux
90524100-7	Services de collecte de déchets hospitaliers
90524200-8	Services d'élimination de déchets hospitaliers
90524300-9	Services d'enlèvement de déchets biologiques
90524400-0	Services de collecte, de transport et d'élimination de déchets hospitaliers
90500000-2	Services liés aux déchets et aux ordures
90510000-5	Élimination et traitement des ordures
90511000-2	Services de collecte des ordures
90520000-8	Services relatifs aux déchets radioactifs, toxiques, médicaux et dangereux

1.3 Forme du marché

Ce marché est un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L2125-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent contrat est un marché public de service et de fourniture.

Ce marché est alloti.

Chaque lot constitue un contrat et est un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande édités au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Il est conclu sans montant minimum et avec les montants maximums annuels par lot indiqués ci-dessous :

Désignation des lots	Dénomination technique	Montant maximum par an
Lot n° 1	Collecte, transport, élimination des déchets chimiques et fourniture de contenants neufs pour les sites franciliens de Sorbonne Université.	225 000 € HT
Lot n° 2	Collecte, transport, élimination des déchets chimiques et fourniture de contenants neufs pour l'observatoire océanologique de Villefranche-sur-Mer.	7 500 € HT
Lot n° 3	Collecte, transport, élimination des déchets chimiques et fourniture de contenants neufs pour l'observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer.	10 000 € HT
Lot n° 4	Collecte, transport, élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) et fourniture de contenants neufs pour les sites franciliens de Sorbonne Université.	150 000 € HT
Lot n° 5	Collecte, transport, élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) et fourniture de contenants neufs pour l'observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer.	10 000 € HT

Le montant maximum du marché tous lots confondus sur la durée de 4 ans est de 1 610 000€HT

1.4 Lieux d'exécution des prestations

L'exécution des prestations et la livraison des fournitures s'effectue sur les sites suivants :

➤ LOTS 1 et 4 :

SITE	ADRESSE	Type d'enlèvement
NIVEAU INTERFACULTAIRE		
Campus des Cordeliers(1)	15 rue de l'école de médecine - 75006 Paris	Régulier
NIVEAUX FACULTAIRES		
Faculté des Sciences et Ingénierie		
Institut d'Astrophysique de Paris	98 bis boulevard Arago – 75014 Paris	Occasionnel
Campus Pierre et Marie Curie	4 Place Jussieu 75005 Paris	Régulier
Campus de Saint-Cyr	2 place de la gare de ceinture - 78210 Saint-Cyr-L'école	Régulier
Sorbonne Université – Site Eau de Paris	33 avenue Jean Jaurès - Placette Jean Jaurès - 94200 Ivry-sur-Seine	Occasionnel
Faculté de Santé		
Institut de la vision	17 rue Moreau – 75012 Paris	Régulier
Campus de La Pitié-Salpêtrière	91 boulevard de l'Hôpital - 75013 Paris	Régulier
Campus de Saint-Antoine	27 rue de Chaligny - 75012 Paris	Régulier
Institut de la longévité Charles Foix	7 avenue de la République – 94250 Ivry-sur-Seine	Occasionnel
Faculté des Lettres		
INSPE Molitor	10 rue Molitor – 75016 Paris	Occasionnel
INSPE Batignoles	56 boulevard des Batignolles – 75017 Paris	Occasionnel
Campus Malesherbes	108 boulevard Malesherbes – 75017 Paris	Occasionnel
Campus Sorbonne	1 rue Victor Cousin – 75005 Paris	Occasionnel
Institut d'art et d'archéologie	3 rue Michelet – 75006 Paris	Occasionnel
Centre d'études slaves	9 rue Michelet – 75006 Paris	Occasionnel
Maison de la recherche	28 rue Serpente – 75006 Paris	Occasionnel
Campus Clignancourt	2 rue Francis de Croisset – 75018 Paris	Occasionnel
Centre d'études catalanes	9 Rue Sainte-Croix de la Bretonnerie – 75004 Paris	Occasionnel
CELSA	77 rue de Villiers – 92200 Neuilly sur Seine	Occasionnel
INHA	2 rue Vivienne – 75002 Paris	Occasionnel

(1) - Campus des Cordeliers et Centre de Recherche des Cordeliers, y compris le Centre d'explorations fonctionnelles des Cordeliers.

➤ LOT 2 :

Port de la Darse – 06230 Villefranche-sur-Mer.

➤ LOTS 3 et 5 :

1 avenue Pierre Fabre – 66650 Banyuls-sur-Mer.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement par lot et son annexe financière (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La mise au point le cas échéant ;
- Les avenants le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du marché conformément à ce document et en avoir pris connaissance bien qu'il ne soit pas joint au dossier ;
- L'offre technique du titulaire.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de Sorbonne Université, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 3 : DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa notification.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est fixée au 1^{er} mars 2025

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de un (1) an, reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse dépasser quatre (4) ans.

En application des dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il en informe le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période en cours d'exécution. En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

A l'issue du présent marché, si aucun prestataire n'est désigné ou que la mise en service d'une solution de remplacement n'est pas encore effective, le titulaire du présent marché est alors tenu de poursuivre l'exécution de l'ensemble des services dans les mêmes conditions techniques et économiques, pour une durée qui ne saurait excéder six (6) mois.

CCAP : SU-2024-DA-DASRI 7

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU MARCHÉ

Toute modification du contrat fera l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Evolution de la réglementation : Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

ARTICLE 5 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions de l'article R2122-7 du Code, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat peut être conclu avec le titulaire au plus tard trois ans après la notification du présent marché.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

6.1 : Représentation des parties

6.1.1 : Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

6.1.2 : Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

6.2 : Cotraitance

Les stipulations prévues à l'article 3.5 du CCAG FCS sont seules applicables.

6.3 : Sous-traitance

Conformément aux articles R2193-4 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du Code de la commande publique, et en application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG FCS, **le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans le marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions du Code. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du GGAG FCS, une pénalité égale 1/300^{ème} du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

6.4 : Obligations du titulaire

6.4.1 : Obligation de résultat

Le présent marché, est soumis à un **engagement de résultats** de la part du titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par les documents du marché, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et ou indemnités telles que prévues à l'article 14 du présent CCAP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS et de l'article 18 du présent CCAP.

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et **met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens** qu'il juge **utiles et nécessaires** pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, **qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.**

6.4.2 : Obligation d'information et de conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du pouvoir adjudicateur. Il est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au **devoir de conseil et d'information** le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le pouvoir adjudicateur sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du pouvoir adjudicateur.

6.4.3 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'administration pourra soit appliquer la pénalité prévue à l'article 14 du présent CCAP soit résilier l'marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

6.4.4 : Confidentialité et protection des données à caractère personnel

6.4.4.1 : Obligation de confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'acheteur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par l'acheteur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage en outre :

- A prendre les mesures nécessaires pour garantir la neutralité de ses services vis-à-vis du contenu des messages transmis et le secret des correspondances :
 - En particulier le titulaire ne peut utiliser les coordonnées ou les données de facturation de l'acheteur pour une prospection ou une opération commerciale, à l'exception de celles concernant l'activité autorisée et relevant de la relation contractuelle entre le titulaire et l'acheteur ;
 - Le titulaire ne peut communiquer à des tiers du marché, les informations de facturation qu'il détient que dans le respect des lois applicables.
- A permettre au pouvoir adjudicateur de s'opposer gratuitement, appel par appel, ou de façon permanente, à l'identification du numéro ou du nom par le poste appelé.

6.4.4.2 : Protection des données à caractère personnel

A l'occasion de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel. Dans cette hypothèse il doit être fait application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel et notamment du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des Données » ou RGPD) ainsi que de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Conformément à cette loi, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées dans le marché ;
- ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;

- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du marché.

En cas de violation par le titulaire du secret professionnel ou des dispositions précitées, le marché, peuvent être résiliés de plein droit par l'université sans indemnités en faveur du titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code pénal.

Sorbonne Université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le titulaire au titre du présent article.

6.4.4.3 : Protection des données personnelles en cas de sous-traitance

Le règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données - notamment l'article 28 - impose des obligations spécifiques aux sous-traitants qui doivent notamment aider les responsables de traitement dans leur démarche permanente de mise en conformité de leurs traitements.

Ainsi lorsque le sous-traitant intervient dans la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles, il doit offrir à son client « des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du (...) règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ».

Le sous-traitant doit notamment assister et conseiller le pouvoir adjudicateur dans sa conformité à certaines obligations prévues par le règlement européen (analyses d'impact, notification de violation, sécurité, destruction des données, contribution aux audits).

Concrètement, cela implique :

- une obligation de transparence et de traçabilité ;
- la prise en compte des principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- une obligation de garantir la sécurité des données traitées ;
- une obligation d'assistance, d'alerte et de conseil.

Il appartient au titulaire de veiller au respect de la réglementation par son sous-traitant.

6.4.5 : Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

6.4.6 : Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

6.4.7 : Connaissance des lieux et de l'environnement

Le titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent CCAP et leurs annexes et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents ;
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au pouvoir adjudicateur, tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles ce marché ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le pouvoir adjudicateur, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du pouvoir adjudicateur et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le pouvoir adjudicateur le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

6.5 : Obligations du pouvoir adjudicateur

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire tout document et information, nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les prestations dues sont déclenchées à la date d'effet du contrat pour toute la durée du marché.

7.1 : Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont les délais précisés dans l'offre technique du titulaire et pour lequel il s'engage.

Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire est sanctionné par l'application des pénalités de retard prévues à l'article 14 du présent CCAP.

7.2 : Prolongation du délai d'exécution

Les demandes éventuelles de prolongation du délai d'exécution sont adressées au pouvoir adjudicateur selon les modalités définies à l'article 13.3 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, le titulaire doit formuler sa demande dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels sont apparues.

Par ailleurs, un sursis de livraison des fournitures peut être accordé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 21.5 du CCAG FCS. Les demandes éventuelles doivent être soumises par email avec demande de notification de lecture ou par courrier recommandé avec avis de réception.

7.3 : Bons de commande

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande. Les bons de commande précisent les prestations à exécuter et sont notifiés au titulaire par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur par email et/ou par courrier postal.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Chaque bon de commande doit comporter au minimum les renseignements suivants :

- la référence du présent marché ;
- le numéro de commande SIFAC SU ;
- la date de la commande ;
- le nom du service émetteur de la commande ;
- le descriptif de la prestation commandée ;
- le prix de la prestation exprimé en euro HT ;
- le taux de TVA appliqué ;
- le prix de la prestation en euros TTC ;
- la date de la prestation ;
- le lieu d'exécution ;
- le délai d'exécution de la prestation, exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois.

A compter de la notification du bon de commande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose de deux (2) jours ouvrés, à compter de la date de réception du bon de commande, pour notifier par email ses observations éventuelles au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

Les éventuelles annexes particulières afférentes à la commande sont jointes au bon de commande.

7.3.1 : Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles demandés. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article 7.3 ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

7.3.2 : Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

À l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

7.3.3 : Interruption d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

7.4 : Conditions particulières d'exécution des prestations

La qualité du service doit être assurée pendant toute la durée du marché dans les conditions spécifiques, décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'engage aussi à prendre à sa charge toute adaptation de ses propres moyens et équipements qui pourraient s'imposer du fait d'évolutions technologiques des équipements à entretenir.

L'ensemble des prestations objet du présent marché doivent être réalisées dans des conditions de sécurité définies dans le protocole de sécurité. La rédaction dudit document est à la charge du titulaire, et doit être renouvelé en cas de modification des conditions d'exécution des prestations. Il doit être conjointement validé (daté et signé) par Sorbonne Université et le titulaire avant tout début des prestations. Chaque partie au contrat dispose d'un exemplaire.

7.4.1. Modalités d'intervention

Les interventions s'effectuent conformément aux propositions décrites dans l'offre technique du titulaire. Néanmoins, sous réserve d'une demande expresse du pouvoir adjudicateur, une intervention doit pouvoir être prolongée ou demandée en dehors de cette période d'intervention.

7.4.2. Qualification des intervenants du titulaire

Les intervenants du titulaire, pour mener à bien les prestations, devront avoir une parfaite connaissance :

- Fonctionnelle :
 - Des domaines des prestations objet du présent marché afin de satisfaire à leurs obligations.
- Technique :
 - De l'environnement technique de mise en œuvre des produits objet de la prestation.

7.4.3 : Emballage, transport et livraison pour la fourniture des contenants

La livraison s'effectue sous l'entière responsabilité du titulaire pour le compte du pouvoir adjudicateur. En application de l'article 20.3 du CCAG FCS, les risques afférents au transport des équipements jusqu'à leur lieu de livraison incombent totalement au titulaire. Le titulaire est pleinement responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage, de déchargement et de livraison.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché doivent être libellées en français (cf. loi n° 94-665 du 4 août 1994 et le décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour application, modifié par décret n° 98-563 du 1er juillet 1998).

Le titulaire doit communiquer dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la notification d'un bon de commande (sauf commande exceptionnelle urgente), la date d'arrivée de l'équipement et accessoires au lieu convenu en contactant le représentant du pouvoir adjudicateur.

La livraison des fournitures est faite, dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG FCS, au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire (*livraison franco de port*).

Le titulaire est tenu de faire réceptionner la livraison des fournitures sur présentation d'un bon de livraison en deux exemplaires signés par lui et la personne habilitée à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le bon de livraison doit comporter, outre les références du titulaire :

- La référence du bon de commande ;
- La date et le lieu d'expédition et de livraison ;
- Le détail des fournitures livrées.

En cas de refus partiel ou total des fournitures livrées, le titulaire du marché est tenu de les remplacer dans les délais fixés par les nécessités du service. Il est seul responsable du retrait des fournitures refusées.

Le non-respect des dispositions et des délais entraîne les pénalités décrites à l'article 14 du présent document.

Dans tous les cas, sauf exception prévue à l'article 13.3 et 21.4 du CCAG FCS, lorsqu'il y a prolongation du délai de livraison, des pénalités de retard sont appliquées conformément à l'article 14 du présent document. Si ce retard se répète sans raisons particulières, Sorbonne Université se réserve le droit de

résilier le marché après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le titulaire ne puisse réclamer une indemnité financière.

7.5 : Livrables attendus

Au titre de l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur dans les délais fixés, l'ensemble des livrables suivants :

LIVRABLE	PERIODE DE TRANSMISSION	PARTICULARITES
Certificat d'Acceptation Préalable (CAP)	Au démarrage du marché.	- Certificat renouvelé annuellement - Certificat daté et signé pour chaque catégorie de déchets
Plan de prévention	Avant tout début des prestations (pour un lot identifié)	Document renouvelé en cas de modification des conditions d'exécution des prestations
Plan de Continuité des Activités (PCA)	- A la notification du marché public - En cas d'arrêt temporaire du centre de traitement - En cas de grève ou de crise grave de toute nature - En cas de fort absentéisme au sein du personnel de collecte du titulaire	
Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD) de type CERFA N° 12571 sont pré remplis (partie détail producteur et dénomination du déchet)	Le jour de la collecte	Document informatique est renseigné et signé, le jour de la collecte, par le chauffeur avec un représentant du site
Bilan trimestriel et annuel de la production de déchets par nature sur les différents sites de Sorbonne Université	A la demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant	Le bilan devra notamment faire apparaître les consommables et produits éliminés ainsi que le volume et coût des éliminations
Bon d'intervention	A chaque passage du titulaire	Ce document précise la quantité et la nature des conditionnements collectés.
Nom et coordonnées des centres de traitement des déchets	Au lancement du marché et le cas échéant au changement dudit centre	Le titulaire fourni le nom et les coordonnées du centre de traitement.

Le fait que le pouvoir adjudicateur approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du titulaire.

7.6 : Le personnel du titulaire

- **Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le titulaire pour son personnel**

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au pouvoir adjudicateur qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au pouvoir adjudicateur étaient mis à disposition du titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

➤ **Comportement du personnel :**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

L'utilisation de matériels contenus à l'intérieur des locaux lui est interdite. C'est notamment le cas des appareils de téléphonie, télécopie, photocopieurs, ordinateurs, imprimantes ainsi que tous les consommables de bureaux tels que le papier.

Selon les dispositions fixées à l'article 6.4 du présent CCAP, le personnel du titulaire s'engage à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues dans le marché. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier en application de l'article 1384 du Code civil.

➤ **Mesures d'éviction ou de remplacement de personnel :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure s'applique aux salariés du titulaire ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive.

Elle interdit notamment au titulaire d'affecter sur un autre site, un autre bâtiment ou un autre local désigné au marché l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction.

➤ **Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel :**

Le titulaire est responsable de son personnel d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses agents.

ARTICLE 8 : NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est chargé :

- De la fourniture de conditionnements ainsi que des accessoires ;
- Du reconditionnement, de la palettisation et de la collecte des déchets faisant l'objet du marché ;
- Du traitement et de l'élimination des déchets, faisant l'objet du marché ;
- De la formation des personnels du pouvoir adjudicateur sur la gestion des déchets faisant l'objet du marché.

Il s'engage sur la nature et l'étendue des prestations ainsi que sur la qualité de l'offre de services et notamment sur l'organisation et la qualification de l'équipe dédiée, les modalités de réalisation des prestations, les délais d'intervention.

Le détail des prestations est présenté dans le CCTP et dans l'offre technique du titulaire (cadre de réponses et mémoire technique).

ARTICLE 9 : REUNION DE LANCEMENT ET DE SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Une réunion de lancement du marché, réunissant les représentants du titulaire et ceux du pouvoir adjudicateur, sera organisée au plus tard quinze (15) jours après la notification du marché.

Cette réunion aura pour objectif de fixer :

- les modalités de pilotage du marché (DPRP et DA) ;
- les modalités opérationnelles d'exécution des prestations (en lien avec les facultés et les différents responsables de site) ;
- et de communiquer les noms et coordonnées des différents correspondants.

Lors de cette réunion, le représentant du titulaire devra être accompagné des personnes ayant la connaissance technique chargées de l'exécution opérationnelle des prestations.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions de suivi d'exécution pourront être organisées ponctuellement soit à la demande de Sorbonne Université, soit à la demande du titulaire.

ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS sont applicables tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions du présent CCAP et du CCTP.

Chaque livraison de fournitures ou prestation de services fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Les vérifications sont effectuées par le service réceptionnaire des fournitures et/ou des prestations.

10.1 : Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur.

10.2 : Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire a :

- mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- réalisé les fournitures ou les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

10.3 : Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification quantitatives :

Si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérifications qualitatives.

A l'issue des vérifications qualitatives :

Le pouvoir adjudicateur peut décider, soit de valider les fournitures livrées ou les services réalisés, soit de mettre le titulaire en demeure, de reprendre l'excédent, de compléter la livraison, ou de reprendre les prestations conformément aux dispositions du marché.

Sorbonne Université refuse toute prestation n'ayant pas été exécutée, ou toute commande n'ayant pas été livrée, conformément aux exigences techniques et aux dispositions contractuelles du marché.

ARTICLE 11 : GARANTIE

Les dispositions de l'article 33 du CCAG FCS s'appliquent dans le cadre des fournitures de contenants.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état (démontage, remplacement, remontage) ou à remplacer tout ou partie de la fourniture qui serait reconnue défectueuse, que ces opérations interviennent sur les lieux mêmes de l'utilisation de la fourniture ou qu'elles soient effectuées, à la demande du titulaire, dans ses établissements.

Les prestations de garantie incluent le déplacement, l'emballage et le transport de matériels nécessités par des opérations de remise en état ou de remplacement ainsi que les pièces de rechanges, leur emballage, les déplacements, la main d'œuvre, les tests de bon fonctionnement et de vérification.

La garantie s'effectuera conformément à la nature du produit :

- par échange standard ;
- par réparation sur site ;
- par retour atelier.

L'ensemble des frais consécutifs à la mise en œuvre de la garantie, tel que précédemment listé est compris dans les prix des matériels figurant sur les documents contractuels du marché.

Le titulaire n'est libéré de son obligation que si l'avarie provient de la faute du pouvoir adjudicateur par mauvaise utilisation ou relève d'un cas de force majeure.

ARTICLE 12 : PRIX DU MARCHÉ

12.1 : Forme, contenu et caractéristiques des prix

Les prix du marché sont contenus dans l'offre financière du titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de mission des intervenants du candidat et les frais de participation à tous les déplacements nécessités

par le contrat, demandés par le pouvoir adjudicateur. Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution du présent contrat, conformément aux dispositions des pièces constitutives du marché.

Les prix sont indiqués avec deux décimales.

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Les prix figurant dans l'offre du fournisseur sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise de l'offre.

Le taux des taxes applicables est celui en vigueur au moment du fait générateur de ces taxes.

12.2: Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisés à la baisse, comme à la hausse, sur demande du titulaire, à la date anniversaire du marché.

Au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat, le titulaire peut proposer une révision de ses prix. Cette demande, accompagnée de justificatifs devra être transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique au Service de l'Achat Transversal (DA-Achat-Transversal@sorbonne-universite.fr)

Il doit indiquer clairement dans sa proposition :

- La formule de révision
- La valeur des indices utilisés
- Les nouveaux tarifs applicables pour chacun des lots, concerné.

A l'appui de sa demande, le titulaire devra produire le nouveau cadre de réponse financier (BPU) modifié en conséquence.

La révision est applicable pour chaque nouvelle période annuelle du marché. Les prix ainsi révisés restent invariables pendant la nouvelle période annuelle.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par l'université.

Pendant le préavis, les services de Sorbonne Université peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif. Pour ces prestations objet de bons de commande, les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande. De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

A défaut de proposition par le titulaire dans les conditions prévues ci-dessus, les prix de l'année précédente continueront à courir pour la nouvelle année d'exécution.

12.2.1 : Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par application aux prix HT de chaque lot par la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,3 + 0,7 \times (I/I_0))$$

L'indice retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs est l'**indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français- Prix de marché – CPF 38.00 - « Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux »** publié sur le site www.indices.insee.fr : identifiant 010534784.

P = prix de règlement Hors TVA,

P0 = prix initial au moment de la signature du marché Hors TVA,

I0 = valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P0,

I = valeur du même indice pour le mois de révision

12.2.2 : Clause butoir et de sauvegarde

Clause butoir : Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire du marché. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 3% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente. Cette résiliation n'est pas automatique.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

13.1 : Facturation

Les factures correspondent aux prestations commandées, elles sont libellées au nom de Sorbonne Université.

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- Le Code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date et le lieu de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 14 du présent CCAP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de quinze (15) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus est retournée au titulaire du marché pour réédition conforme.

Le titulaire effectue une facturation mensuelle pour le site campus Pierre et Marie Curie et une facture par prestation pour les autres sites.

Une copie de ces factures doit également parvenir au représentant de chaque site (et aux représentants du pouvoir adjudicateur dont les coordonnées vous auraient été communiquées au lancement du marché public) par mail en parallèle à l'envoi par courrier au service concerné.

Chaque facture doit être accompagnée d'un bon de pesée reprenant l'intégralité des déchets collectés.

Les factures ne seront réglées par l'université qu'après réception des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) complétés après traitement ou regroupement des déchets.

13.2 : Délais de paiement

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de trente (30) jours. Le point de départ de ce délai de paiement s'effectue à la date de réception de la facture conforme par Sorbonne Université.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros s'ajoute aux intérêts moratoires.

13.3 : Avances

Sauf renonciation expresse du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 10 % peut être versée dans les conditions de l'article L2191-2 du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et suivants du même Code.

13.4 : Acomptes

Le présent marché ne prévoit pas d'acompte.

ARTICLE 14 : PENALITES

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation. Cependant il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Les pénalités sont calculées en jour calendaire, seront appliquées sur la facture et viendront en déduction sur la facture mensuelle suivant le mois d'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire encourt les pénalités forfaitaires ci-après, dans les cas suivants :

Manquements aux obligations du marché	Montant de la pénalité
Prestations non exécutées ou non acceptables	350 € par constat
Interruption de fonctionnement ou de service (retard, non-respect des délais contractuels)	50 € par heure de retard
Retard de livraison des fournitures	250 € par jour calendaire
Retard dans la mise en œuvre des prestations de garantie	70 € par jour calendaire
Retard dans la communication d'un livrable	75 € par jour calendaire
Non-respect des mesures de sécurité des personnes et des biens	200 € par constat
Non-respect des produits utilisés tels que présentés dans l'offre, notamment au regard des produits proposés dans le cadre de la limitation de l'impact environnemental	100 € par constat
Non-respect d'une clause imposée au marché	100 € par constat
Non-respect des codes couleurs	100 € par constat
Non-respect des engagements pris au sein du Plan de continuité d'activité dans les 24H suivant tout événement interne au prestataire ayant une incidence sur l'exécution des prestations	50€ par heure de retard à compter de la première heure de retard
Retard pour l'enlèvement	50€ par demi-heure de retard
Non-respect du créneau horaire pour l'enlèvement	50€ par constat
Non respect de l'exigence de 2 intervenants pour le campus Pierre et Marie Curie	250€ par constat
Un stock tampon d'emballages est mis à la disposition de l'Université. Ils sont disponibles sans rupture d'approvisionnement en tout temps et pour tous les sites : Pénalité en cas de délai de livraison supérieur à 2 semaines	100€ par jour de retard à compter du premier jour calendaire de retard sur la livraison à compter de la demande

ARTICLE 15 - GREVES ET ARRETS DE TRAVAIL

D'une manière générale le pouvoir adjudicateur doit être informé de tout mouvement social, arrêt de travail ou événement extérieur ayant un impact sur la réalisation des prestations.

Dans ces cas, le titulaire est tenu d'informer dans les plus brefs délais, le pouvoir adjudicateur. Une prestation dégradée et inacceptable ne peut être envisagée sans l'accord du pouvoir adjudicateur. En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du présent marché au-delà de 48h, le pouvoir adjudicateur y pourvoit par tous les moyens qu'il jugera nécessaire.

Dans ce cas une réfaction sera effectuée sur la facture.

ARTICLE 16 : DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution de prestation de service ou de livraison, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques du titulaire ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

ARTICLE 17 : ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

L'attestation d'assurance est déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

ARTICLE 18 : RESILIATION

Le présent marché peut, être résilié à tout moment par le pouvoir adjudicateur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 41 du CCAG FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, Sorbonne Université peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par

décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
- Le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions du Code de la commande publique ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du marché à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG FCS. Ainsi, il peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire, du marché résilié, doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. En cas de non-respect des stipulations prévues au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 19 : PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivant :

<http://www.e-attestations.com>

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 14 du présent CCAP. Le marché, peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 18 du présent CCAP si le titulaire ne répond pas à la relance du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 20 : CESSION OU NANTISSEMENT

Le présent marché peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire en application des dispositions des articles R2191-45 à 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements est le Président de Sorbonne Université
(DA - Service Achat Transversal - 18 rue de la Sorbonne | 75005 PARIS)

ARTICLE 21 : DIFFERENDS

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 46 du CCAG FCS, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

ARTICLE 22 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige qui ne saurait trouver une solution amiable, le droit français est applicable et seuls les tribunaux français sont compétents.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française, la langue d'exécution du présent marché public est le français, tant à l'écrit qu'à l'oral. Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers et toutes les réunions sont rédigés ou se tiennent en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du titulaire.

ARTICLE 23 : DEROGATIONS AUX CCAG/FCS

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG/FCS	Clauses concernées	Articles du CCAG/FCS auxquels il est fait dérogation
Article 4	Modification du marché	Les articles 5.2.2, 6.2 et 7.2
Article 6.3	Sous-traitance	L'article 3.6
Article 7.2	Prolongation du délai d'exécution	L'article 13.3.2
Article 7.3	Bons de commande	L'article 3.7.2
Article 12.2	Révision des prix	L'article 10.2
Article 14	Pénalités	L'article 14
Article 18	Résiliation	L'article 42
Article 21	Différends	L'article 46

A Paris, le

*Signature du titulaire
(précédé de la mention manuscrite
« lu et approuvé »)*